

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 08/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAULSTRA HUTCHINSON SNC

62 rue Henri Barbusse
18100 Vierzon

Références : VAT20230446

Code AIOT : 0010000035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement PAULSTRA HUTCHINSON SNC implanté 62 rue Henri Barbusse 18100 Vierzon. L'inspection a été annoncée le 16/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAULSTRA HUTCHINSON SNC
- 62 rue Henri Barbusse 18100 Vierzon
- Code AIOT : 0010000035
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe PAULSTRA appartient à l'activité antivibratoire du groupe HUTCHINSON, filiale du groupe TOTAL.

L'usine de Vierzon est spécialisée dans la fabrication de composants antivibratoires en caoutchouc pour les véhicules automobiles légers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention de la pollution atmosphérique,
- action nationale sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.1.6.6.1	/	Sans objet
5	Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte renforcée	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4	/	Sans objet
7	Captation	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.1.1	/	Sans objet
9	Consignes d'exploitation des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 2.4	/	Sans objet
12	Composés organiques volatils	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.2.2	/	Sans objet
14	Cohérence GEREP-PGS	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements d'eau - généralités et consommation	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.1.1.1	/	Sans objet
2	Forage	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.1.1.2.1	/	Sans objet
4	Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 3	/	Sans objet
6	Mesures liées au déclenchement du plan de crise	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5	/	Sans objet
8	Caractéristiques des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.2.2	/	Sans objet
10	Valeurs limites des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.2.1	/	Sans objet
11	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.3	/	Sans objet
13	PGS	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.2.2	/	Sans objet
15	COV à phrase de risque R40	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.2.2	/	Sans objet
16	COV et installations d'enduction	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.2.2	/	Sans objet
17	Etat récapitulatif	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.5	/	Sans objet
18	Stockage et transport des COV	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.1.7.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements d'eau - généralités et consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.1.1.1 modifié par Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12/09/2005, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. Les ouvrages de prélèvement en eaux de nappe ou de surface et les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public, sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe ou distribution d'eau potable). Le réservoir de coupure ou le bac de disconnexion peut être remplacé par un ou des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable.</p> <p>L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p> <p>L'utilisation d'eau pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet les emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.</p> <p>Le relevé des volumes est quotidien et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé. Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 18 m3/h en débit instantané,- 89 m3/j en débit moyen journalier.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Visualisation du compteur totalisateur des prélèvements en nappe du forage dans le local technique. Consultation des tableaux de suivi informatiques des consommations d'eau tenus par l'exploitant indiquant: <ul style="list-style-type: none">• le relevé manuel mensuel du compteur d'eau de forage et du compteur eau potable (en m3),• le relevé quotidien des volumes prélevés en nappe avec report et enregistrement en GTC. La consommation maximale journalière reportée sur ce registre en 2023 est de 88 m3/j (en semaines 23 et 29). D'après le registre 2022, le débit moyen mensuel de prélèvement est compris entre 2,4 et 3,06 m3/h. Les périodes de consommation les plus importantes sont les mois de mai à septembre, du fait de la météo, de l'utilisation renforcée des TAR et de la vidange de la chaîne de traitement de surface pour la maintenance annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.1.1.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La tête de puits est protégée de la circulation sur le site. En tête du puits, le tube de soutènement doit dépasser du sol d'au moins 50 cm. Le forage non équipé de son groupe de pompage doit obligatoirement être fermé par un capot étanche cadenassé ou par un dispositif équivalent. Le tubage est muni d'un bouchon de fond. La distribution de l'eau issue du forage doit s'effectuer par des canalisations distinctes de celles du réseau d'adduction d'eau potable. L'enregistrement des volumes prélevés est réalisé conformément au présent arrêté. Le registre des prélèvements doit faire apparaître les changements constatés dans le régime des eaux et les incidents survenus dans l'exploitation de l'ouvrage. L'exploitant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit. Le prélèvement d'eau industrielle s'effectue à l'aide d'un forage d'une profondeur de 48 m captant la nappe des sables de Vierzon.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le forage est situé au Nord du site, le long d'une voie de circulation interne. La cave d'avant-puits en béton est surélevée d'une vingtaine de centimètres par rapport au sol, ce qui l'isole des écoulements d'eau de surface. Elle est fermée par un capot métallique lui-même fermé par un cadenas. L'ouverture de la cave d'avant-puits a permis à l'inspection de visualiser la présence du groupe de pompage à l'intérieur du puits et de la canalisation de raccordement de la pompe au local technique. Le forage a été réalisé en 1965: il est équipé à cette époque d'une crépine de 300 mm de diamètre jusqu'à une profondeur de 50,20 m (consultation de la coupe du forage). Il a ensuite été rechemisé en 1997 avec une crépine de diamètre et présente depuis cette date une profondeur de 48 m. L'avant-puits est constitué d'un cuvelage en béton datant de 1965, d'une profondeur de 35 m par rapport au sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.1.6.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement fait l'objet d'une surveillance notamment en vue de détecter des pollutions. Deux forages d'une profondeur de 45 m sont mis en place en aval dans le sens d'écoulement de la nappe phréatique. Le forage industriel de prélèvement de l'eau industrielle est utilisé comme piézomètre amont. Deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé. Des prélèvements à partir des puits sont effectués dans la nappe tous les semestres, en périodes de basses eaux et en période de hautes eaux. Toutes précautions sont prises pour assurer la représentativité des prélèvements et éviter les contaminations croisées.</p> <p>Les analyses des substances suivantes sont réalisées sur chaque prélèvement: pH, conductivité, HAP, AOX, BTEX, hydrocarbures totaux, phénols, Pb, Cu, As, Cr, Ba, Fe, Zn, Ni, F, Sb. Cette liste pourra être modifiée à la demande de l'inspection des installations classées, et en particulier au vu de l'évaluation simplifiée des risques prescrite à l'article 3.1.6.6.2. Un rapport est adressé à l'inspection des installations classées après chaque contrôle, avec l'interprétation de l'évolution de la qualité de l'eau.</p> <p>Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
Constats : Les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines de 2022 sont incomplets: ils ne précisent pas le niveau piézométrique de la nappe dans les ouvrages de contrôle en m NGF.
<p>Observations : Consultation des rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines de hautes eaux (prélèvements du 29 mars) et basses eaux (prélèvements du 17 novembre) 2022. Ces documents appellent les remarques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> le niveau piézométrique de la nappe dans les ouvrages de contrôle (en m NGF) n'est pas précisé: pour les piézomètres, seule la profondeur est indiquée (en m par rapport à un repère, non précisé); pour le forage, le niveau piézométrique n'est pas mesuré lors du prélèvement qui se fait sur un piquage sur la canalisation de raccordement de la pompe en amont du débitmètre dans le local technique. Par ailleurs, le forage n'est pas équipé d'une sonde de niveau, son niveau piézométrique n'est donc pas suivi en permanence. Ceci ne permet pas d'établir le sens d'écoulement de la nappe sur le site; les analyses réalisées portent sur l'ensemble des paramètres prescrit dans l'AP du 23/12/2003; les rapports présentent l'évolution des concentrations mesurées depuis le 24/02/2015, l'exploitant a transmis les résultats de la campagne de hautes eaux par courriel à l'inspection le 21/04/2022, en précisant qu'il n'y avait "pas de dérive" .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte correspondant au débit seuil d'alerte pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- information du service unique chargé de la police de l'eau et de la pêche (Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture) et de l'Inspection des Installations Classées des besoins réels et prioritaires et des ressources alternatives éventuelles de l'établissement pour une période d'un mois,- cette information est renouvelée tous les mois pendant la durée de l'alerte,- tenue d'un registre de suivi des installations de prélèvement d'eau pendant la durée de l'alerte. Ce registre indique les index hebdomadaires des compteurs. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur le site d'exploitation. En outre, le remplissage des piscines (hors piscines en construction), des bassins d'agrément, des plans d'eau et étangs est interdit pendant la durée de l'alerte.
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : Suite à la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte en août 2022, l'exploitant a transmis par courriel à l'inspection ses besoins en eau pour le mois d'août 2022 (courriel du 22/08/22) et de septembre 2022 (courriel du 02/09/22). Il y indique ne pas disposer de ressources alternatives. Consultation du registre de prélèvement d'eau sur la période août à octobre 2022. L'exploitant indique que depuis 2018, il a bridé le débit instantané de la pompe à 8 m3/h. La consultation du registre indique que le débit moyen annuel des prélèvements est passé de 14 m3/h en 2012 à 3.41 m3/h en 2021. L'exploitant s'informe de la publication des arrêté sécheresse sur Propluvia
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte renforcée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte renforcée correspondant au débit d'alerte renforcée pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions complémentaires suivantes pendant la durée de l'alerte : <ul style="list-style-type: none">- arrêt de l'arrosage des espaces verts,- arrêt du lavage des véhicules et engins hors stations équipées d'un récupérateur d'eau, en dehors de raisons particulières de sécurité dûment justifiées,- arrêt du lavage des voies et trottoirs en dehors de la nécessité de salubrité,- arrêt des exercices incendie utilisant de l'eau.
Constats : L'exploitant pourrait utilement mettre en place une procédure interne d'information du franchissement des seuils d'alerte sécheresse.
Observations : L'exploitant indique informer les collaborateurs du site dès prise de connaissance de la publication d'un arrêté préfectoral sécheresse, via la transmission des consignes quotidienne sur site en début de journée. L'animatrice environnement rappelle à cette occasion les restrictions d'utilisation de l'eau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures liées au déclenchement du plan de crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil de crise correspondant au débit d'étiage de crise pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté et au vu des dossiers remis par l'exploitant les 9 janvier et 16 mai 2007, l'exploitant met en œuvre les dispositions complémentaires suivantes pendant la durée de la crise :. réduction du débit prélevé de 12 à 8 m3 par heure.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La pompe du forage étant bridée à 8 m3/h, la prescription est respectée en permanence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Ces dispositifs de collecte et canalisations, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou par la réglementation en vigueur.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère. L'ensemble de ces installations satisfait par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion. Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le plan des rejets fourni par l'exploitant est incomplet.</p> <p>Absence de captation à la source et de mesures des émissions des ateliers d'injection de caoutchouc.</p> <p>Les orifices présents sur la canalisation de rejet de l'atelier de nettoyage des moules ne sont pas obturés.</p> <p>Absence de dispositif de collecte à la source, de canalisation et de traitement des émissions du local de mélange des peintures et adhésifs.</p>
<p>Observations : Visite de tous les ateliers de fabrication et observation des équipements de collecte et de canalisation des émissions atmosphériques et comparaison avec le plan de localisation des rejets canalisés du site fourni par l'exploitant. Celui-ci ne présente que 4 points, symbolisant les équipements avec rejets atmosphériques. Il n'est donc pas exhaustif.</p> <p>Les ateliers d'injection de caoutchouc sont équipés d'un dispositif de captation des fumées de vulcanisation constitué d'extracteurs d'air ambiant équipés de filtres.</p> <p>Les canalisations sont munies d'orifices obturables et accessibles pour la réalisation de prélèvements et d'analyses. Le jour de la visite, les orifices présents sur la canalisation de rejet de l'atelier de nettoyage des moules ne sont pas obturés.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection identifie une forte odeur de solvants à l'ouverture de la porte du local de mélange des peintures et adhésifs. Ce local est équipé d'un système d'extraction d'air ambiant avec rejet direct à l'atmosphère en toiture.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Caractéristiques des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation (notamment pendant les périodes d'arrêt et de démarrage de l'installation).
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : Les ateliers sont équipés des installations de traitement des rejets atmosphériques suivantes: <ul style="list-style-type: none">• <u>ateliers de moulage</u>: filtres caisson dans les gaines d'extraction; ces filtres sont changés au moins une fois par an par prévention, mais ne disposent pas d'indicateur de suivi du bon fonctionnement;• <u>atelier de grenailage et SEGREM</u>: dépoussiéreur par voie humide, dépoussiéreur à cartouches, dépoussiéreurs à manches, L'exploitant indique réaliser un contrôle préventif des filtres une fois par an, et les change en cas de besoin. Il ne dispose pas d'indicateur de suivi du bon fonctionnement de ceux-ci;• <u>machines d'enduction</u>: oxydateur thermique (incinérateur); la maintenance de l'incinérateur est assurée par un prestataire extérieur. Consultation du dernier rapport de vérification de cet équipement relatif à l'intervention des 23-24 janvier 2023: celui-ci mentionne un défaut avec une pièce à changer sur un vérin pneumatique d'une vanne située à l'extérieur de l'incinérateur. L'exploitant a opéré ce changement. L'exploitant indique qu'un nettoyage préventif de l'incinérateur est réalisé tous les 18 mois. Le respect de cette fréquence est assuré par la GMAO. L'exploitant indique suivre un paramètre de fonctionnement: la température. En-dessous d'une température seuil minimale, une alerte visuelle et sonore située en face du bureau maintenance est déclenchée automatiquement. <p>Les machines d'enduction sont reliées à un double système de canalisation des rejets: l'un oriente les fumées vers l'incinérateur, l'autre vers un rejet direct en toiture, par un jeu de registres. Une armoire électrique placée à proximité de chaque machine permet de visualiser par des voyants lumineux les registres ouverts et ceux fermés. En marche normale, les registres de l'incinérateur sont ouverts, et ceux vers la toiture restent fermés. Ils doivent s'ouvrir automatiquement en cas de défaut sur l'incinérateur. Dans ce cas, les émissions des machines sont rejetées directement à l'atmosphère, sans traitement. L'exploitant indique que lorsqu'une machine est à l'arrêt, le registre toiture est ouvert afin d'éviter la pénétration de dioxygène dans l'incinérateur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Consignes d'exploitation des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien et à la suite d'incidents ou d'accidents de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées dans le présent arrêté.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre ni de consignes d'entretien et d'exploitation des dispositifs de traitement des fumées. Il pourrait utilement en mettre un en place notamment pour la gestion de l'incinérateur (fonctionnement normal, période de démarrage et d'arrêt, dysfonctionnement de l'installation).
Observations : Voir observations du point de contrôle précédent.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance de ses émissions atmosphériques. Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement éventuel et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau qui suit. <i>Voir annexe 1</i>
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : Examen des documents suivants: <ul style="list-style-type: none">- état récapitulatif - émissions atmosphériques ANNEE 2021,- état récapitulatif - émissions atmosphériques ANNEE 2022,- rapport de mesures des rejets atmosphériques - INCINERATEUR - intervention du 06/10/2022,- rapport de mesures des rejets atmosphériques - TS MACHINE - intervention du 12/04/2022.- rapport de mesures des rejets atmosphériques - INCINERATEUR - intervention du 13/04/2023,- rapport de mesures des rejets atmosphériques - TS MACHINE - intervention du 13/04 et du 25/04/2023. Les valeurs limites d'émissions ne sont pas dépassées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous la réalisation de mesure selon les fréquences indiquées. <i>Voir annexe 1</i>
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : Voir observations du point de contrôle précédent. Le programme de surveillance (paramètres mesurés et fréquence) a été respecté depuis 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Composés organiques volatils

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'utilisation des substances à phrase de risque R45, R 46, R 49, R 60, R 61 est interdite et l'utilisation de substances halogénées étiquetées R 40 est limitée à 1500 kg/an. [...]
Constats : L'exploitant a utilisé 14,99 kg de substance à phrase de risque H350 en 2022 (formaldéhyde).
Observations : Consultation du PGS 2021, PGS 2022 et de la déclaration GEREPE 2022. L'exploitant indique utiliser des solvants uniquement dans les machines d'enduction. Le seul COV halogéné utilisé sur le site est le tétrachloroéthylène (classé H351): une quantité de 324 kg a été consommée en 2022 (266 kg en 2021). Le seul COV à mention de danger H350 utilisé sur le site est le formaldéhyde: une quantité de 14.99 kg a été consommée en 2022 (14.99 kg en 2021). Il ne s'agit pas d'un COV halogéné.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : PGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant met en place et tient à jour un plan de gestion des solvants mentionnant les entrées et sorties. Le plan fait état des voies de progrès mises en œuvre (substitution, réduction à la source...) et des pistes d'améliorations engagées ou prévues pour réduire les émissions de C.O.V. Il est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.</p> [...]
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : La consultation du PGS 2022 appelle les remarques suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - les calculs des différents flux sont bien détaillés, - le PGS conclut à la mise en place de deux actions afin de réduire les émissions diffuses de solvants issues du site: optimisation du bon fonctionnement des registres de sélection des flux des machines d'enduction, et optimisation des entrées d'air des machines d'enduction à l'arrêt. Ces propositions sont cohérentes avec les observations réalisées par l'inspection lors de la visite (voir point de contrôle N°8).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Cohérence GEREP-PGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets. Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.
Constats : Incohérence entre la déclaration GEREP 2022 et le PGS 2022.
Observations : L'inspection constate un écart de + 5% entre l'estimation des émissions diffuses calculées dans le PGS 2022 (18 470 kg) et celles déclarées dans GEREP (19 401 kg). L'exploitant explique cette différence par une évolution de la fiche de données de sécurité (donc de la composition en solvants) de 4 substances entre ces deux documents.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : COV à phrase de risque R40

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La valeur limite d'émission des C.O.V. halogénés étiquetés R40 est limitée à 20 mg/m ³ si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. [...]
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : Lors des trois derniers contrôles des rejets atmosphériques, la concentration maximale en COVT en aval de l'incinérateur a été mesurée à 4.17 mg/Nm ³ , et le flux maximal à 0.098 kg/h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : COV et installations d'enduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Une installation, d'un rendement supérieur à 98% est mise en place pour le traitement des C.O.V. La valeur limite d'émission des rejets canalisés de C.O.V. non méthaniques est de 40 mg/m ³ (en carbone total). Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité des solvants utilisés pour l'enduction. [...]
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : D'après la campagne de mesures de 2022, le rendement de l'incinérateur est de 99.53%. La valeur limite d'émission des rejets canalisés de C.O.V. non méthaniques a été respectée lors des 3 dernières campagnes de mesures. Le flux annuel des émissions diffuses évalué par le PGS 2022 représente 16.43% de la quantité des solvants utilisés pour l'enduction (18.55% en 2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Etat récapitulatif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.2.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent article est transmis à l'inspection des installations classées, tous les ans sous une forme synthétique accompagnée de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire. Cet état comprend pour chaque exutoire et pour chaque paramètre figurant dans tes tableaux précédents : <ul style="list-style-type: none">- le débit moyen rejeté,- la concentration moyenne du rejet,- le flux horaire rejeté,- le flux total rejeté durant la période couverte par l'état récapitulatif,- les résultats des mesures comparatives le cas échéant. Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire. [...]
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : Voir les observations du point de contrôle n° 10
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Stockage et transport des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 3.1.71.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...) Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les substances COV sont stockées dans un local dédié et séparé des ateliers, sur rétention, situé à l'est du site. Elles sont stockées en fûts plastiques de 200 l, eux-même placés sur rétention. L'exploitant indique réaliser un état des stocks physique chaque semaine. Les quantités de fûts stockés et disponibles dans l'état des stocks informatisé de l'exploitant le jour de la visite sont cohérentes. Consultation de la consigne de dépotage "magasins de stockage", indiquant comment s'assurer que la zone de dépotage est sur rétention avant le déchargement, ainsi que la conduite à tenir en cas de déversement accidentel (déclenchement du dispositif d'obturation). Les solvants sont distribués dans l'usine par un "circulating", dispositif installé dans un local fermé situé au niveau des machines d'enduction qui permet par un jeu de clarinettes et de vannes de distribuer les solvants appropriés à chaque machine. Les solvants y sont stockés dans des cuves en aluminium fermées, placées sur rétentions métalliques. L'accès au local est limité à des personnes nominativement autorisées. Il est équipé d'un système d'extinction à gaz déclenchable par une commande manuelle située sur le mur. Pour transporter les fûts de solvants du magasin de stockage au circulating, l'exploitant utilise des chariots de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet